

Le Maire optimiste sur la reprise de Ford Blanquefort :

BORDEAUX (Reuters) - Les négociations avec l'équipementier belge Punch Powerglide pour la reprise de l'usine Ford Blanquefort en Gironde avancent et pourraient aboutir avant fin octobre, a déclaré vendredi le ministre français de l'Economie et des Finances.

Les négociations avec l'équipementier belge Punch Powerglide pour la reprise de l'usine Ford Blanquefort en Gironde avancent et pourraient aboutir avant fin octobre, a déclaré vendredi le ministre français de l'Economie et des Finances. /Photo prise le 6 septembre 2018/REUTERS/Benoit Tessier

Bruno Le Maire a rencontré vendredi à la préfecture de la Gironde les représentants des salariés, au nombre de 847 aujourd'hui, pour les informer de l'avancée du dossier.

“J'ai bon espoir que nous pourrions aboutir d'ici la fin du mois d'octobre”, a-t-il dit à l'issue de la réunion. “Mais il faut que chacun prenne ses responsabilités. Les repreneurs, Punch est un repreneur crédible, solide. Il reste à préciser son plan de charge, les volumes de production qu'il peut installer sur le site de Blanquefort.”

“Ford ne peut pas partir comme cela après des années d'activité en Gironde, plier bagages sans prendre ses responsabilités”, a-t-il ajouté devant la presse.

Le ministre a annoncé qu'il prendrait contact dans les jours à venir avec le président de Ford Motor Company “pour le rappeler à ses responsabilités, lui demander de participer à cette période de transition et favoriser l'arrivée dans les meilleures conditions possibles d'un repreneur industriel”.

Depuis que Ford a annoncé qu'il abandonnait tout investissement dans son usine de la banlieue de Bordeaux spécialisée dans la fabrication de boîtes de vitesse, et qu'en tout

état de cause si aucun repreneur n'était trouvé, l'activité cesserait d'ici la fin de l'année 2019, des approches ont été entreprises avec des repreneurs.

L'ETAT "PRÊT A PRENDRE SES RESPONSABILITÉS"

Celui qui tient la corde est Punch, groupe industriel belge spécialisé dans la fabrication de composants automobiles, et repreneur de l'usine de boîtes de vitesse que détenait General Motors à Strasbourg et de ses plus de 1.000 salariés.

Bruno Le Maire qui s'est dit "convaincu que nous allons réussir", a souligné que les collectivités locales étaient prêtes à prendre leurs responsabilités comme l'Etat, "y compris ses responsabilités financières", notamment en finançant des mesures de chômage partiel pendant la période de transition.

La question du plan de charge est au centre des négociations. Bruno Le Maire a indiqué que "des ouvertures sont possibles vers des commandes en Asie qui supposent de signer un certain nombre de conventions".*

Le repreneur, qui, selon certains syndicats, serait prêt à fabriquer des boîtes 8 vitesses à Blanquefort a besoin de Ford en raison des investissements importants pour lancer cette activité.

Le délégué syndical CGT Philippe Poutou a reconnu vendredi que "ce qui est rassurant c'est que le dossier est dans leurs mains et qu'ils s'en occupent" mais il a ajouté que, face à une "situation difficile" où rien n'est gagné, "on va continuer à se battre. On tient absolument à sauver nos emplois le plus possible, on tient absolument que l'usine survive, on sait que c'est possible, et que cela suppose un rapport de force".

Ford a lancé un Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) le 26 juin dernier. Les négociations sont toujours en cours et les

membres du Comité d'entreprise demandent avec force des améliorations dans les mesures proposées.

Les salariés organisent une grande manifestation samedi à Bordeaux pour défendre leurs emplois et appeler l'Etat, les collectivités et la population à se mobiliser pour sauver l'usine implantée en Gironde depuis le début des années 70.

Claude Canellas, édité par Yves Clarisse